

Paris, le 15 mai 1991

Monsieur Gérard Leroy
Secrétaire général
Conférence mondiale
des religions pour la paix
78 rue d'Assas
75006 - Paris

Monsieur,

Mme Pintasilgo a bien reçu en son temps le compte rendu rédigé par vos services de la conférence du 27 janvier et vous en remercie. Cependant, elle tient à vous envoyer le texte de la conférence tel qu'elle l'a présenté et que vous voudrez bien trouver ci-joint.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.

Fundação Cuidar o Futuro

Françoise Brunel
Assistante



Le Centre Georges Pompidou
et la Conférence mondiale des religions pour la paix
présentent une conférence de
Maria de Lourdes Pintasilgo
à Paris, le 27 janvier 1991

L'importance du fait religieux dans la construction de l'Europe

Quelques préalables

* 1er préalable

Je pars d'un constat.

Pendant 30 ans s'est poursuivie en Europe l'entreprise lente et pénible du Marché Commun. Issue au départ d'une idée culturelle - l'unité d'esprit, l'homogénéité de valeurs et d'attitudes de l'Europe, la rencontre entre les peuples, surtout ceux qui s'étaient affrontés dans la IIème Guerre Mondiale - l'idée s'est transmuée en processus économique, cessant au long de son parcours de se fonder sur des ancrages spirituels.

Pendant cette période-là, le fait religieux n'a pas joué de rôle direct ou indirect. Tout au plus, pouvons-nous supposer qu'un assemblage religieux différent aurait subi des tensions internes.

Tel qu'il se présente, le fait religieux, loin d'être un obstacle, a, au moins implicitement, joué le jeu de l'unité économique et culturelle. Il s'est dilué dans la "tradition culturelle commune" vue comme pilier de l'identité européenne.



A partir de 86, avec la signature de l'Acte Unique, le processus économique de l'intégration européenne gagne une accélération nette. En même temps, sa visée économique à terme, le Marché Intérieur, se double de versants sociaux et scientifiques : la cohésion sociale, le programme de recherche, l'environnement.

Dans les démarches qui en naissent, il aurait été possible (et nécessaire) d'inclure une dimension culturelle, voire spirituelle, qui relèverait en partie du fait religieux.

Il n'en a pas été ainsi.

(Cette "absence" de dimension culturelle a été critiquée abondamment par Alain Minc dans "La grande illusion" où l'auteur se demande si la construction de l'Europe n'aurait pas gagné un autre souffle au cas où elle serait partie de visées culturelles et non économiques.)

A partir de 89 et des événements à l'Est, la construction de l'Europe se trouve face au défi que la division du monde en deux blocs tenait en veilleuse : de quelle Europe parlons-nous ?

Lors des élections de juin 89, Geremek, interviewé par Anne Sinclair, et en réponse à la journaliste qui disait "Europe" quand elle signifiait "CEE", a dit clairement : "De quel droit vous considérez-vous l'Europe ? Et nous, nous ne sommes pas l'Europe ? Vous avez besoin de nous comme nous avons besoin de vous."

La "construction de l'Europe" aux dimensions du continent se trouve donc posée. Quelle que soit la réponse institutionnelle des 12, c'est cette construction-là, son idée, sa mouvance, qui en quelque sorte, devient le ressort du dynamisme culturel naissant.

C'est ce qui justifie aussi que les autres pays de l'Europe occidentale (membres de l'Association Européenne de Libre Echange)



qui, jusque-là, se trouvaient pris dans des "états d'âme" par rapport à la CEE, aient fait un rapide chemin et exprimé une volonté de participation au façonnement du continent (Suisse/Suède).

Avec l'émergence des pays de l'Est comme partie prenante de la construction de l'Europe, le fait religieux devient explicite, sinon comme facteur du processus, au moins comme une justification de poids d'une identité spirituelle commune.

Jean-Paul II s'en est fait le hérault le plus écouté :

"Il est vrai que les hommes et les femmes de ce vieux continent à l'histoire si tourmentée ont besoin de reprendre conscience de ce qui fonde leur identité commune, de ce qui demeure comme leur vaste mémoire partagée. Certes, l'identité européenne n'est pas une réalité facile à cerner. Les sources lointaines de cette civilisation sont multiples, venant de la Grèce et de Rome, des fonds celtes, germaniques et slaves, du christianisme qui l'a profondément pétrie."
(Conseil de l'Europe, Octobre 1988)

En même temps, le sous-développement croissant de l'Hémisphère Sud a amené en Europe une population porteuse d'autres cultures et d'autres religions.

Le "fait religieux" acquiert ainsi en principe des conditions nouvelles. A ce moment de l'histoire, il est encore difficile d'envisager les retombées pratiques de ces nouvelles conditions dans la construction de l'Europe - les conséquences de la guerre du



Golfe. (L'appel commun¹ des responsables juifs, musulmans et chrétiens de France, demandant la prière et s'engageant à "réfléchir ensemble à de possibles actions pour promouvoir la fraternité et la paix" m'apparaît un pas timide, quoique positif, face à l'ampleur des enjeux.)

* 2ème préalable

Il me faut à ce moment clarifier que je ne réduis pas le "fait religieux" aux prises de position des dirigeants religieux.

Le "fait religieux" n'en est un que dans la mesure où il exprime l'enracinement spirituel des croyants dans leur Foi et, à partir de là, leur présence au monde.

Dans l'expérience chrétienne en Europe, le "fait religieux" a été ébranlé chaque fois qu'il a été affronté aux grandes questions de la culture moderne :

- la science
- la philosophie critique
- l'action politique (et de façon particulière l'inspiration marxiste)
- et, finalement, la psychanalyse.

¹ "Devant les dangers qui menacent l'humanité, et pour continuer à concrétiser l'esprit de la fraternité des enfants d'Abraham, des représentants des trois familles religieuses en France s'engagent à poursuivre leur communion de prière pour la paix au Moyen-Orient et dans le monde.

"Ils appellent tous les membres de leurs communautés à se joindre à eux dans cette prière. Ils appellent ensemble au respect de la vie humaine, de l'ordre public, de l'autre dans sa différence, des biens d'autrui.

"Ils manifestent leur volonté de contribuer au développement d'un climat de confiance et de solidarité mutuelles dans le pays. Enfin, ils ont convenu, d'un commun accord, de garder le contact et de réfléchir ensemble à de possibles actions pour promouvoir la fraternité et la paix. Le Monde, 24 janvier 1991



(Pour ne citer que la dernière, pensons au titre paradigmatique de Françoise Dolto : "La Foi au risque de la psychanalyse".)

C'est dire que les religions - et, en particulier en Europe les religions chrétiennes - se trouvent, à chaque phase de l'évolution culturelle, dans l'interface entre la vision de Dieu, de l'homme et du monde qu'elles véhiculent, et les nouvelles données des enveloppements culturels.

Un tel phénomène n'est pas uniquement ni surtout institutionnel.

Le "fait religieux" ne se pose en tant que fait actuel - et donc socialement, culturellement, politiquement pertinent - que dans la mesure où les hommes et les femmes de Foi sont eux-mêmes interpellés par les grandes questions de la culture qui leur est contemporaine.

En quelque sorte, ils ont chacun à faire une démarche parallèle à celle de leurs religions respectives et à se saisir des points critiques où se joignent toutes les interrogations qui sont adressées à leur Foi.

"... il s'agit d'être sujet de la foi et de la parole de foi, au sein même d'une démarche réelle qui engage tout l'homme ; il s'agit de savoir si la foi peut être maintenant présente à l'expérience. Car c'est là, dans ce champ effectif et précis, que la foi devrait "avoir quelque chose à dire", fût-ce pour contester, déplacer, bouleverser ; c'est là qu'elle devrait donner sens, être éclairante et opérante." ²

² Maurice Bellet in "Le point critique".



Ce faisant- et en dépassant une Foi élémentaire et sans prise sur le réel - ils constituent la masse critique nécessaire à l'établissement du "fait religieux" capable d'entamer le dialogue avec les données culturelles et politiques.

L'importance de cette masse critique devient décisive dès lors que la Foi elle-même interroge les mythes primordiaux à l'oeuvre dans la société.

L'axe de ma réflexion aujourd'hui se construit autour de l'exigence d'interpeller la société impliquée dans la construction de l'Europe, à partir du fait religieux lui-même.

C'est pourquoi je suis amenée à considérer avant tout les grands courants culturels et socio-politiques qui traversent la réalité européenne, sans pour autant laisser de côté les nouveaux agencements des rapports entre les personnes, les peuples et les nations.

Fundação Cuidar o Futuro

1. Un temps de complexité et d'interdépendance globale

L'Europe se situe dans un monde où la complexité est l'expression la plus adéquate pour exprimer la fin des relations causales et univoques et, ainsi, l'isolement et la simplification réductrice des enjeux.

La société prend forme de plus en plus en systèmes et sous-systèmes autonomes et, en même temps, foncièrement interdépendants.

(A l'intérieur du politique, par exemple, l'économie renvoie aux choix technologiques, ceux-ci aux conséquences écologiques, l'environnement, ayant un coût, renvoie à son tour à l'économie.)
On dira plus simplement que dans la réalité tout se tient.



Et cela non pas de façon statique, mais dans un continuel échange, dans un dynamisme qui est au coeur de l'existence d'une société libre et qui produit ce qu'on a appelé "la circularité du réel".

Or, si tout se tient, on ne voit pas pour quelle raison "le fait religieux" - le fait religieux auquel les attitudes individuelles des croyants ont donné l'épaisseur sociologique d'un fait - pour quelle raison le "fait religieux" ne s'y tiendrait pas quand tout se tient !

C'est dire qu'un nouveau statut du fait religieux, en tant qu'expression de l'humain et de sa culture, est implicite dans la complexe circularité du réel.

En effet, il serait étonnant de voir s'exprimer, dans des lieux séparés, l'interdépendance des enjeux sociétaux et le caractère nécessairement globalisant du fait religieux.

Si tous les faits sociétaux sont pris dans le système d'interdépendance, le fait religieux, quand il existe en tant que fait, ne pourrait pas s'y soustraire.

La complexité a aussi une expression au plan mondial : nous vivons une histoire d'interdépendance globale des enjeux et des peuples.

Interdépendance économique où les gigantesques déficits américains, les surplus japonais et allemands et la dette de l'hémisphère Sud montrent à quel point le comportement de chacun - et dans le concret, la vie de chaque peuple - est à la fois cause et effet de la situation de vie des autres.



Interdépendance dans la capacité de survie biologique à un moment où les dimensions du saccage fait à l'environnement révèlent la vulnérabilité de nos systèmes de vie.

Interdépendance politique si profonde et à tant de niveaux que déjà au printemps 1990 il était possible de considérer que la disparition de la Guerre Froide pouvait faciliter des conflits régionaux d'énormes proportions !

L'absence d'une conscience aigüe de l'interdépendance et de la complexité amène facilement au flou qui, malgré le flot des mots et des analyses sur les évènements, caractérise les discours officiels sur les débuts de la guerre dans le Golfe.

On y trouve un exemple frappant de la réduction d'une réalité hyper-complexe à une relation causale hyper-simplifiée : "Nous faisons la guerre à l'Irak parce que nous voulons libérer le Koweït".

"Nous disposions de toutes les données géo-politico-historiques. Mais les problèmes ont été isolés les uns des autres, et on a cru les traiter globalement en en tranchant un seul, lui-même enfermé dans ses seules données technico-militaro-électroniques. On n'avait perçu, ni les liens, ni les engrenages, ni les interférences entre le militaire, le politique, le sociologique, le psychologique. Ici se révèlent les ravages crétinisants et destructeurs de la pensée simplifiante qui, aggravée par l'hyperspécialisation, est incapable de relier, de contextualiser, sinon dans des calculs cybernétiques abstraits, qui d'eux-mêmes



*occultent les réalités humaines de chair, de sang et de mythe."*³

L'interdépendance suggèrerait une nouvelle perméabilité au fait religieux tel qu'il est exprimé ailleurs, dans d'autres régions du monde.

A l'intérieur du continent européen, conscients du rôle joué par les religions dans l'identité de beaucoup de nations européennes (qu'elles soient ou non devenues des Etats), une nouvelle flexibilité du fait religieux semble impérative.

En contextualisant le fait religieux en Europe dans la complexité et l'interdépendance, je rappelle des atouts de poids pour que le fait religieux puisse contribuer, de façon décisive, à la construction de l'Europe.

Encore faut-il que ses propres expressions le ramènent à la globalisation des questions, exigée chaque fois qu'il s'agit de Dieu, de l'homme et de son destin dans et avec le monde!

Fundação Cuidar o Futuro

2. L'idéologie cachée dans l'économie de marché

Avec l'effondrement du monde communiste, les idéologies n'ont pas disparues.

Au contraire, une seule idéologie est restée en place, renforcée par l'écroulement du marxisme.

³ Edgar Morin, journal Le Monde, jeudi 24 janvier 1991, page 2.



Cette idéologie est co-extensive aux processus d'industrialisation qui a lieu depuis deux siècles dans le continent européen.

Elle s'est infiltrée dans la société en parallèle avec la notion même de progrès.

Les repères de l'industrialisation à l'état pur y sont présents :

- l'autonomie du système scientifique/technologique par rapport aux autres domaines de la société, précédant ainsi le social et le culturel ;
- la technologie, malgré le couple qu'elle forme de plus en plus avec la science, traitée en tant que bien commercial (en opposition à la science pure qui semble maintenir son caractère d'universalité et d'accessibilité) ;
- l'exploitation ad infinitum des ressources naturelles en tant que matière première de l'équation industrielle ;
- le déplacement du rural vers l'urbain (3 à 7 % en Europe) ;
- les media en tant que support de l'opération économique qui conduit l'industrialisation.

Des conséquences majeures découlent de ce processus :

- un style de vie hautement concurrentiel et compétitif, qui conduit les faibles à la marginalité et les forts au stress, avec la dose de culture narcissiste qu'un tel style de vie suppose ;



- une société dominée par la consommation et par la satisfaction des désirs et des appétits, reproduite en jeu de miroirs par tous les moyens de la publicité ;
- un environnement où les forêts disparaissent, le sol perd sa force génératrice, l'eau devient un bien rare, le climat change dramatiquement.

Ce processus s'est déroulé à l'intérieur d'un englobant : l'économie de marché. Et jusqu'à présent, vu l'échec de l'économie de planification centrale, nous ne voyons pas d'alternative.

Le marché se traduit aujourd'hui par une main-mise totale de l'économie sur l'humain.

C'est ainsi qu'à l'OCDE (dont sont membres tous les pays industrialisés à l'économie de marché) on élabore depuis les années 80 le concept d'ajustement structurel, défini comme "l'ensemble des transformations qui permettent le fonctionnement équilibré de l'économie". (A comparer avec l'ajustement structurel des pays endettés face aux exigences du FMI)

Fundação Cuidar o Futuro

Et pour qu'il n'y ait pas de doute, on ajoute :

"L'idéologie économique de tous les membres de l'OCDE est basée sur la dérégulation de l'Etat pour permettre aux conditions naturelles du marché de fonctionner".

La société en tant que système complexe de processus interpersonnels et interinstitutionnels est ainsi remplacée par la seule logique des actes économiques.

C'est le processus économique - le fonctionnement du marché - qui va remplacer le concept même de changement social ou de projet de société.



Et pourtant l'on sait bien que le marché, dans ses soi-disantes lois naturelles, est aveugle à ce qui n'est pas monnayable: aveugle à l'environnement, à la pauvreté, aux faibles, à la signification morale des biens échangés. (Comme le disait il y a quelques mois Michel Rocard : "Quoi de plus profitable que le trafic de la drogue ou la spéculation immobilière ?")

Ne nous faisons pas, cependant, de culpabilité inutile !

L'économie de marché - posée comme condition pour l'aide à la Pologne et à la Hongrie par l'Europe occidentale - correspond aussi à l'aspiration des peuples de l'Europe Centrale et Orientale.

Graduellement, les pays des autres continents ont compris qu'il s'agirait d'une condition générale. D'où le caractère mondial de l'économie de marché.

L'entreprise de la construction européenne a donc partie liée avec l'économie de marché.

Là intervient - doit intervenir - le fait religieux.

Pour interpeller cette économie de marché,

- pour stimuler la science économique à trouver de nouveaux mécanismes,
- pour demander aux sciences humaines et politiques de concevoir les mécanismes régulateurs et distributifs qui compensent l'aveuglement du marché,
- pour empêcher que s'installe dans le monde et dans la bonne conscience des gens l'idée d'un nouvel ordre qui ne serait qu'un désordre international organisé.



En outre, Leslie Newbiggin dans le dernier numéro de l'*Ecumenical Review*, dit aussi autre chose qui me semble fondamental.

Selon lui, l'idéologie qui est sous-jacente à l'économie de marché et dont j'ai ébauché quelques traits, déracine d'anciennes croyances touchant "jusqu'au système de croyance qui a été à son origine".

Nous n'avons qu'à analyser la société européenne pour nous en rendre compte, en y percevant l'érosion subie par le Christianisme.

Il me paraît souvent que nous sommes une société encore peu développée si l'on se réfère au concept de développement du P. Lebreton dans les années 50 pour qui "le développement est la capacité d'une société donnée à faire face, avec ses propres moyens, à sa propre évolution historique".

Cette capacité, dans la perspective où je me situe, n'est atteinte qu'avec la critique radicale, faite au nom de l'humain et du divin en l'homme, par le "fait religieux" à l'intérieur des autres composantes sociétales.

3. Une démocratie issue de la liberté

L'économie de marché n'a pas été une condition isolée. Lors de l'historique diner informel offert par le Président Mitterrand aux autres membres du Conseil de la CEE le 18 novembre 1989, les conditions pour l'aide de la Communauté aux pays de l'Europe Centrale et Orientale ont été posés clairement. Outre l'économie de marché, il s'agissait des conditions suivantes :

- l'Etat de droit
- le respect des droits de l'homme



- les élections libres
- le multipartisme

c'est-à-dire le fondement des régimes démocratiques.

Le chemin imposé vers la démocratie s'est allié au désir de liberté ressenti par les peuples soumis jusque-là à un régime totalitaire.

Ainsi la démocratie représentative, telle qu'elle fonctionne en Occident, est devenue la norme du fonctionnement politique des Etats.

Et, pourtant, la démocratie traverse une profonde crise dans ce continent qui l'a vu naître.

Le jeu politique mené par une minorité éloigne la plupart des citoyens des institutions politiques.

Le discrédit du politique vide de plus en plus la représentativité de son sens. La classe politique, élue pour représenter des courants d'opinion légitimes des citoyens, essaie à tout prix de "vendre son produit".

En outre, les media ont établi dans le rapport élus/électeurs une médiation qui, pour le moment, est erratique, aléatoire, tantôt en pleine promiscuité avec le pouvoir politique ou économique, tantôt exaltée sur son propre rôle de témoin et le changeant en pouvoir d'acteur du jeu social.

Le vouloir politique devient une opinion publiquement soumise au jeu de miroir des sondages.

Une démocratie qui puisse être l'affaire de tous et de toutes et cela chaque jour, tant autour des grands enjeux de société qu'en



rapport avec les problèmes spécifiques de chaque partenaire social est loin de voir le jour.

Où en est-on donc de la liberté de chaque personne à façonner les enjeux et les réponses de la prise de décision en démocratie ?

Or, le fait religieux n'a de sens que s'il annonce la liberté et essaie de la traduire dans la pratique des individus et dans le code des institutions.

Il lui revient de contribuer à façonner une démocratie

- qui soit capable de se donner des buts humains, c'est-à-dire qui ne s'épuise pas dans la satisfaction bureaucratique de ses propres mécanismes,
- qui définisse l'horizon vers lequel elle s'achemine sans pour autant vouloir un unanimité impossible,
- qui soit faite de plusieurs modes et lieux de représentation pour essayer de saisir aussi clairement que possible le vouloir des peuples.

Partie prenante des autres faits socio-culturels, le fait religieux s'y exerce car il y va de l'homme, de sa liberté foncière, et des rapports d'entente et de solidarité entre les individus et les groupes.

4. Une Europe des citoyens, des peuples et des nations

C'est dans ce contexte que l'on peut poser la question institutionnelle de la nouvelle architecture de l'Europe.



Avant tout, elle aura à prendre forme dans la totalité du vaste creuset qu'est devenu le continent. C'est la rencontre et l'échange entre les personnes et les peuples qui rendent l'architecture pensable et, espérons-le, faisable.

Dans le cadre de la CEE, on utilise une expression qui indique bien la mouvance qui rendra possible l'union de l'Europe : on y parle de l'Europe des citoyens. Actuellement, cette expression doit nécessairement s'élargir à tous les Européens.

Il s'agira alors d'inventer les voies par lesquelles les hommes et les femmes européens peuvent s'enrichir et bâtir ensemble un destin commun.

A cette lumière et dans un premier temps, l'intégration européenne vit de la spontanéité des affects et des affinités.

Mais un deuxième temps est nécessaire : celui de la structuration, au niveau de toutes les institutions, des échanges et de la connaissance mutuelle.

Fundação Cuidar o Futuro

Ceci tant au niveau des institutions économiques et politiques, qu'au niveau des institutions culturelles et religieuses.

Je manquerai à l'objectivité si je ne faisais pas état de la différence qui existe aujourd'hui à l'intérieur de la CEE : à ceux qui voient dans l'intégration des peuples et des idées la source de la fécondité européenne, s'opposent ceux qui, dans la pratique, voient l'intégration européenne comme une organisation inter-gouvernementale, une espèce d'ONU au niveau régional.

C'est parce que cette deuxième option a le dessus que je réussis à m'expliquer pourquoi les 12 se ferment sur eux-mêmes.



En d'autres termes :

D'un côté, la tendance, dite d'élargissement, qui considère, face aux nouvelles données, que l'Europe ne peut pas se faire sans que d'ores et déjà des pas soient faits à l'égard de tous les pays européens qui veulent adhérer à la Communauté (par exemple la Yougoslavie) ;

d'un autre côté, la tendance, dite d'approfondissement, qui estime qu'une telle opération est impossible tant que la Communauté n'est pas devenue une véritable Union Européenne.

Le "fait religieux" ne peut pas être indifférent à ce choix. De par son engagement à côté de tous les hommes, de par la solidarité avec les autres peuples, il lui revient d'être un facteur de force spirituelle et morale vers l'intégration à terme de tous les peuples européens.

Conscients que la poussée des nationalismes est aujourd'hui plus forte que la poussée à changer de système politique, les hommes et les femmes croyants ont à faire advenir le cadre stable d'intégration où les nationalismes puissent être changés de forces antagonistes en richesses complémentaires.

(Je ne peux pas laisser de côté le fait que la guerre du Golfe peut créer des difficultés majeures au processus de construction de l'Europe

- entre les différents pays européens, comme vient de le rappeler Delors et vient de le montrer par l'absurde le Parlement Européen⁴,

⁴ Une proposition de résolution sur la guerre du Golfe, dont le vote a dû être reporté, s'est vue réduite à de vagues propos sans portée politique réelle (Le Monde du 24 janvier 1991).



- dans le rapport des Européens avec le monde arabe et tout le Sud.

C'est pourquoi j'estime urgent que les croyants se retrouvent entre eux pour essayer de trouver des issues à cette guerre).

Conclusion

Dans un monde caractérisé par la complexité et l'interdépendance, le fait religieux est devant l'opacité d'une idéologie qui, comme le remarque, entre autres, Garaudy, "a conduit non seulement à nier ou à détruire toutes les autres civilisations, mais à appauvrir la civilisation occidentale elle-même en laissant s'atrophier, au nom de son individualisme, la dimension de la communauté, au nom de son positivisme, la dimension transcendante de l'homme".⁵

Le fait religieux, impliqué dans le réel, n'amène-t-il pas à l'affirmation du destin solidaire des hommes, de la présence réelle de Dieu au monde ?

Là réside le défi fondamental.

Face aux exigences culturelles et spirituelles de la construction européenne, le fait religieux est réclamé par l'impasse même de l'idéologie qui l'a mis en veilleuse.

En tant que croyante, je tiens comme relevant d'un autre moment, déjà dépassé, de l'histoire, l'idée que la vie publique est un lieu d'où Dieu est absent, en tant que parole sur l'homme, sur la création, sur le monde.

⁵ *Intégrismes*, p.28.



Au contraire, la tâche qui est devant nous est passionnante. Libéré d'un legs que nous a laissé la période des lumières, nous pouvons vivre l'histoire actuelle sans avoir à faire des distinctions que la complexité du réel ne peut pas soutenir.

Un continent nouveau peut être dessiné, dans la lucidité, face aux enjeux et dans un effort de tous les moments pour vaincre les conséquences inhumaines des idéologies qui y sont présentes.

Pour ce faire, - permettez-moi de le dire avec les mots de ma tradition spirituelle - il faut que la lumière ne soit pas cachée mais qu'elle brille là où elle peut tout éclairer "car il n'y a rien de caché qui ne doive être manifesté" (Marc 4, 22).

Fundação Cuidar o Futuro

